

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

Les coûts de production des administrations publiques sont les dépenses publiques en biens et services que ces administrations publiques utilisent. Ces coûts sont principalement constitués par les salaires et les achats de biens et services. Les dépenses des administrations publiques qui n'impliquent pas d'achats ne sont pas des coûts de production (par exemple, celles qui sont liées à la protection sociale, aux allocations de chômage et autres transferts). L'externalisation est la partie des coûts de production des administrations publiques qui est utilisée pour acheter des biens et services auprès d'entités non publiques (achats effectués par les administrations publiques auprès d'entreprises privées et autres organismes).

En 2019, les coûts de production des administrations publiques ont atteint en moyenne 20.6 % dans les pays Membres de l'OCDE (graphique 2.35). Les pays nordiques comme la Suède (29.7 %), la Finlande (29.6 %) et le Danemark (28.8 %) enregistrent les coûts de production les plus élevés en termes de PIB, ce qui s'explique par la prestation généralisée de services à financement public et par des coûts relativement élevés. Parmi les pays de l'OCDE, le Mexique est celui dont les coûts de production sont les plus bas (11.8 %). Cela s'explique, entre autres facteurs, par le fait que les services publics y sont moins développés, les catégories les plus aisées de la population se tournant vers des prestataires de services privés. Les coûts de production des administrations publiques sont restés largement stables dans la plupart des pays entre 2007 et 2019. Cependant, ils ont augmenté dans l'ensemble des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles pour 2020. Les dépenses ont augmenté tant pour la rémunération des employés que pour les biens et services. C'est le Royaume-Uni qui a enregistré l'augmentation la plus importante (3.9 points de pourcentage du PIB). Cela s'explique principalement par l'augmentation des dépenses en biens et services (2.6 points de pourcentage).

La structure des coûts de production diffère selon les pays. Dans 25 des 36 pays Membres de l'OCDE, l'élément le plus important des coûts de production des administrations publiques est la rémunération des employés. En 2019, cet élément représentait en moyenne 44.5 % des coûts de production, ou 9.2 % du PIB. Les dépenses en salaires ne sont pas nécessairement liées aux niveaux de salaires moyens dans un pays ou à la structure des administrations publiques. Le Danemark (54.6 %) et les Pays-Bas (29.8 %) ont consacré des montants très différents des coûts de production sur la rémunération des agents publics, malgré un PIB par habitant presque identique. L'Irlande (48.4 %) et le Canada (48.8 %) ont dépensé des montants quasiment identiques, bien que l'Irlande se caractérise par une administration publique très centralisée et le Canada par un système fédéral. Les achats de biens et services utilisés et financés par l'administration publique représentent le deuxième élément le plus important des coûts de production dans 25 des 36 pays Membres de l'OCDE. En 2019, cet élément représentait en moyenne 42.7 % des coûts de production, ou 8.8 % du PIB.

En moyenne, les administrations publiques ont dépensé 8.8 % de leur PIB en dépenses publiques externes en 2019 (graphique 2.37). Sur ce montant, 65 % ont été consacrés au recrutement d'acteurs économiques privés pour la fourniture de biens et services utilisés directement par l'administration publique (par exemple, systèmes informatiques publics). 35 % ont été consacrés au recrutement d'acteurs privés pour la fourniture de biens et services aux citoyens. Cela peut couvrir des domaines comme la santé, le logement, le transport, l'éducation, etc. Les coûts d'externalisation ont nettement augmenté en 2020. Dans la totalité des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses en pourcentage du PIB ont augmenté dans les deux catégories d'externalisation susmentionnées.

Méthodologie et définitions

Le concept et la méthode de calcul des coûts de production reposent sur la classification des dépenses des administrations publiques propre au *Système de comptabilité nationale* (SCN). Le cadre du SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir l'Annexe A pour plus de précisions).

Les coûts de production des administrations publiques comprennent :

La rémunération des agents publics, c'est-à-dire la rémunération de ces derniers en numéraire et en nature, à laquelle s'ajoutent les cotisations obligatoires (et imputées) des employeurs au régime d'assurance sociale et les versements facultatifs pour le compte des agents.

Les biens et les services utilisés par les administrations publiques, première composante des dépenses d'externalisation. Selon le SCN, cela inclut la consommation intermédiaire (approvisionnement en produits intermédiaires nécessaires pour la production des administrations publiques).

Les biens et les services financés par les administrations publiques, seconde composante des dépenses d'externalisation. Selon le SCN, cela inclut les transferts sociaux en nature par le biais de producteurs marchands payés par les administrations publiques.

Les autres coûts de production, c'est-à-dire les éléments restants : la consommation de capital fixe (amortissement) et les autres impôts sur la production, moins les autres subventions à la production.

Les données tiennent compte de l'emploi public et de la consommation intermédiaire destinés à la production des administrations publiques à leur usage. Les coûts de production présentés ici ne sont pas égaux à la valeur de la production dans le SCN.

Pour en savoir plus

OCDE (2020), *OECD Economic Surveys: United Kingdom 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2f684241-en>.

OCDE (2019), *OECD Economic Surveys: Sweden 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/c510039b-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les données relatives au Japon, au Brésil et à la Russie portent sur 2018 et non 2019.

2.35. Les données relatives au Chili et à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne de la zone OCDE en raison de l'indisponibilité de certaines séries chronologiques ou des principaux agrégats non financiers des administrations publiques.

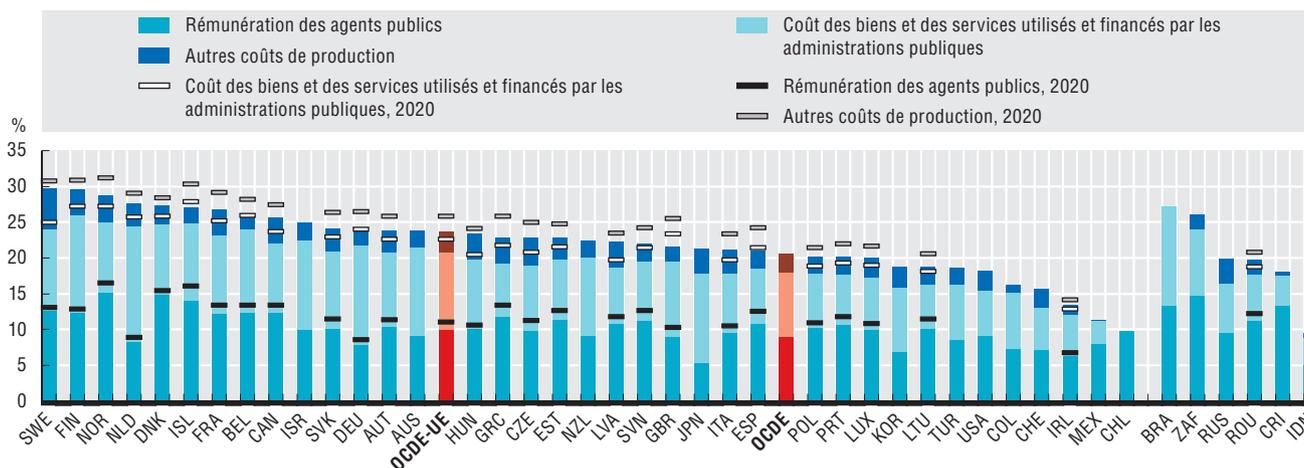
2.36 et 2.37. Les données sur le Chili ne sont pas disponibles. Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne de la zone OCDE en raison de l'indisponibilité de certaines séries chronologiques.

2.37. L'Afrique du Sud, les États-Unis, l'Indonésie, l'Islande et le Mexique ne font pas figurer distinctement dans leurs comptes nationaux les biens et les services financés par les administrations publiques.

G.25 (Ventilation des dépenses d'externalisation des administrations, 2019) est disponible en ligne dans l'annexe G.

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

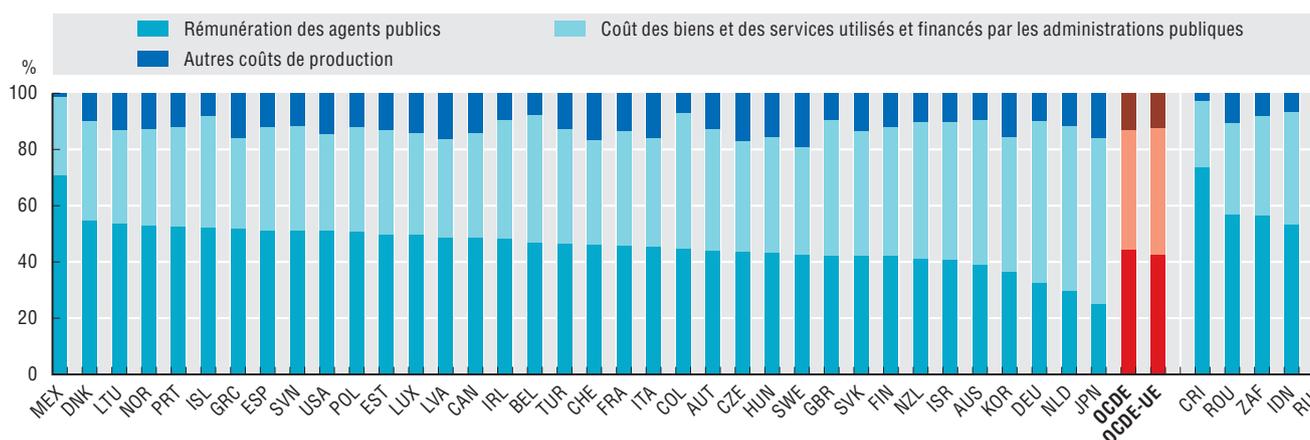
2.35. Coûts de production en pourcentage du PIB, 2019 et 2020



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934263018>

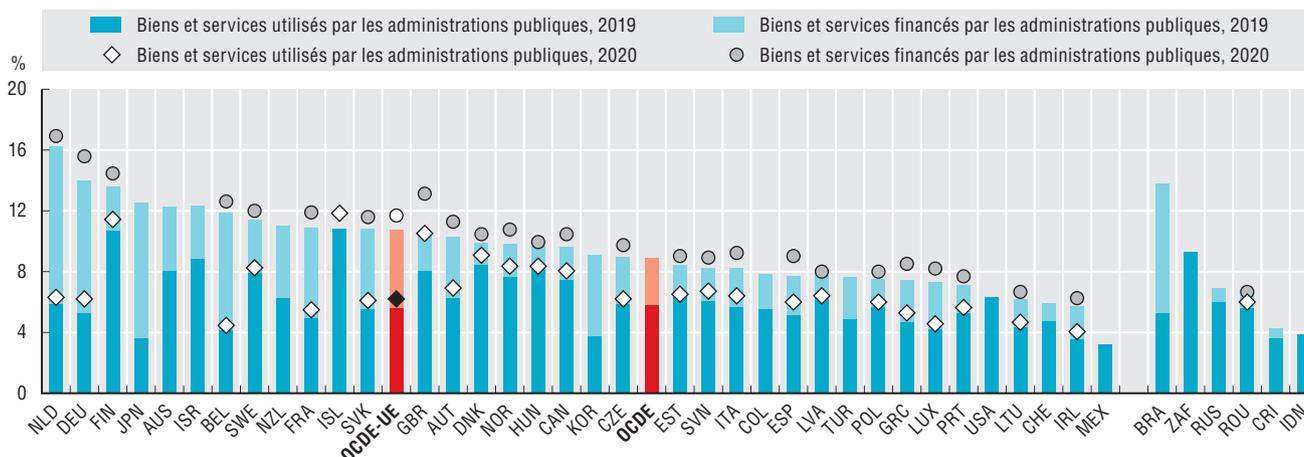
2.36. Structure des coûts de production, 2019



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934263037>

2.37. Dépenses d'externalisation des administrations publiques en pourcentage du PIB, 2019 et 2020



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934263056>



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/73e03a9d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.